



**CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL METZ-THIONVILLE**

**Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie**

1 allée du Château – CS 45001

57085 METZ – Cedex 03

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Marché de Travaux**

**REHABILITATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE L'HOPITAL BEL AIR DE THIONVILLE**

*La consultation est passée selon la procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique*

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : le 31 mars 2025 à 12 heures**

## Sommaire

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES .....	3
ARTICLE 2- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE .....	3
3-1 – Durée du marché .....	3
3-2 – Allotissement et adresse de l'établissements concerné.....	3
ARTICLE 4- DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
ARTICLE 5- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	4
5-1- Contenu des prix .....	4
5-2 - Forme des Prix : .....	4
5-3 – Travaux non prévus .....	4
ARTICLE 6- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT .....	5
6-1- Pénalités pour retard .....	5
6-2- Exécution par défaut.....	5
6-3 – Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	5
6-4 - Mise en service et réception .....	5
6-5- Sursis de paiement.....	5
ARTICLE 7 - ASSURANCES .....	6
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 9 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES .....	6
9-1- Présentation des demandes de paiement .....	6
9-2- Délai de paiement et mode de règlement.....	7
ARTICLE 10- INTERETS MORATOIRES.....	7
ARTICLE 11- AVANCE FOFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE .....	7
11-1- Avance forfaitaire .....	7
11-2- Garantie à première demande .....	7
11-3- Remboursement de l'avance forfaitaire.....	8
ARTICLE 12- RESILIATION .....	8
ARTICLE 13- COMPTABLE ASSIGNATAIRE .....	8
ARTICLE 14- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX.....	8
ARTICLE 15- DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	8

## ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

La présente consultation a pour objet les **Travaux de réhabilitation de l'alimentation en eau potable de l'Hôpital Bel Air de THIONVILLE**.

Ces travaux s'entendent tous corps d'état et traitent de la réfection des réservoirs, de la station de pompage et des réseaux d'eau (remplacement de conduites et de vannes).

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## ARTICLE 2- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION

La consultation est passée selon la procédure adaptée eu égard des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

A ce titre, le CHR procédera à la négociation des offres reçues. Le CHR se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

**Il est conclu sans minimum et avec un montant maximum fixé à 820 000 € TTC pour la durée du marché.**

## ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHÉ

### 3-1 – DUREE DU MARCHÉ


Le marché est passé à compter de sa notification et pour une durée prévisionnelle de 18 mois.

### 3-2 – ALLOTISSEMENT ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENTS CONCERNE

Le marché est constitué d'un lot unique, les prestations formant un tout homogène.

*Nota bene : Le lot 2 évoqué à l'article 1.1 du CCTP fera l'objet d'une future consultation.*

L'adresse de l'établissement concerné par le présent marché est la suivante :

 CHR METZ-THIONVILLE – Hôpital de Bel Air et Hôpital Femme Mère Enfant – 1 – 2 rue du Friscaty – 57100 THIONVILLE

## ARTICLE 4- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- l'Acte d'Engagement et ses bordereaux annexes éventuels ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de Travaux publics (CCAG Travaux (NOR : ECOM2106871A)

| - l'offre technique et financière retenue.

## **ARTICLE 5- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **5-1- CONTENU DES PRIX**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Le marché est traité à prix global et forfaitaire. Les prix seront libellés en Euros.

Les candidats devront proposer des prix, franco de port et d'emballage et de livraison par article.

### **5-2 - FORME DES PRIX :**

Les prix sont révisables à chaque facture sur la base de la formule suivante :

$P = P_o \times (BT50\ I / BT50\ I_o)$  où :

P désigne le Prix révisé

P<sub>o</sub> désigne le Prix initial

I désigne l'indice courant BT50 Rénovation - Entretien tous corps d'état (dernier indice connu au jour de la révision)

I<sub>o</sub> désigne l'indice initial BT50 Rénovation - Entretien tous corps d'état (indice mois 0 : mars 2025)

L'indice de référence (mois m<sub>0</sub> = mars 2025).

Référence : BT 50 du mois de Novembre 2024 : 133,5

Cet indice est consultable sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

La transmission des tarifs se fera par courrier original en recommandé avec accusé de réception, signé par la personne ayant pouvoir d'engager le fournisseur, ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

### **5-3 – TRAVAUX NON PREVUS**

Tout travail modificatif entraînant une incidence financière fera l'objet d'un ordre de service établi par le CHR.

Aucun travail modificatif ne fera l'objet d'une plus-value s'il ne fait pas l'objet d'un ordre de service préalable.

Le cas échéant, ces travaux seront réalisés sur la base des prix figurant à la DPGF ou feront l'objet d'une modification par avenant dans les conditions prévues aux articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

## **ARTICLE 6- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT**

### **6-1- PENALITES POUR RETARD**

Les pénalités journalières pour retard, par rapport aux dates fixées pour l'exécution des travaux, sont fixées à 1/3000<sup>ème</sup> du montant du marché.

Cependant, le montant total cumulé des pénalités est plafonné à 10% du montant global initial du marché.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

### **6-2- EXECUTION PAR DEFAULT**

En cas de défaut d'intervention, le CHR METZ-THIONVILLE se réserve la possibilité de faire appel à un prestataire tiers au présent marché.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge de l'entrepreneur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard.

En cas de différence de prix au détriment du CHR METZ-THIONVILLE, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et récupérée par titre de recettes.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers entrepreneur ne profitera pas au titulaire.

### **6-3 – PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

### **6-4 - MISE EN SERVICE ET RECEPTION**

Si tous les travaux sont conformes aux dispositions du projet, la réception de l'installation sera prononcée.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur sera tenu d'effectuer à ses frais, dans les délais prescrits par le maître d'œuvre, toutes les modifications, réparations, remplacements ou adjonctions nécessaires.

La date de la décision de réception fixera le commencement de la période de garantie.

### **6-5- SURSIS DE PAIEMENT**

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- NON RESPECT DU PRIX DU MARCHE
- ERREUR DE QUANTITE
- ERREUR DE TVA
- PORT FACTURE NON DU
- ADMISSION DU MATERIEL/ DE LA PRESTATION NON PRONONCEE
- TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE
- TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES
- RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DIFFERENT DE CELUI PORTE AU MARCHE

• **AUTRES CAS...**

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

## **ARTICLE 7 - ASSURANCES**

Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement une attestation délivrée par sa compagnie d'assurance, justifiant de la couverture des conséquences pécuniaires de la RESPONSABILITE CIVILE qu'il est susceptible d'encourir à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant en cours qu'après réception des travaux.

Cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

L'entrepreneur devra joindre obligatoirement à sa première demande de paiement la police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et l'article 2270 du code civil, pour les travaux faisant l'objet du présent marché.

## **ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31 décembre 1975.

Aucun sous-traitant ne sera admis s'il n'a pas été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent C.C.A.P. s'imposent aux éventuels sous-traitants.

## **ARTICLE 9 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES**

Les factures seront libellées à l'attention de l'établissement concerné :

- **Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE**

Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – 1, Allée du Château - 57085 METZ cedex 3.

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

**Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.**

Etablissements	N° de SIRET	Code service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	DTCHR

### **9-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€), seront établies selon les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;

- le numéro du marché ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins du trésorier.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

#### **9-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT**

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

### **ARTICLE 10- INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **ARTICLE 11- AVANCE FOFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

#### **11-1- AVANCE FORFAITAIRE**

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H.R. Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

#### **11-2- GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H.R., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

### **11-3- REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE**

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le C.H.R Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

### **ARTICLE 12- RESILIATION**

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 50 à 53 du C.C.A.G./Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

### **ARTICLE 13- COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Les comptables assignataires des paiements sont :

Madame l'Inspectrice des Finances  
Rue des Frères Lacretelle  
57070 Metz  
tél. : 33 3 87 65 17 60  
fax : 33 3 87 65 17 99.  
e-mail : [T057061@cp.finances.gouv.fr](mailto:T057061@cp.finances.gouv.fr)

### **ARTICLE 14- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

### **ARTICLE 15- DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

L'article 5.2 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 10.5 du CCAG Travaux.

L'article 6.1 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 19.1 et 19.2 du CCAG Travaux.

L'article 12 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

Fait à Metz, le 20 février 2025,  
La Directrice des Achats, de la Logistique et de  
l'Hôtellerie

Katia REBELO-SEWASTIANOW

